

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1565

[C — 2009/31217]

19 MARS 2009. — Arrêté modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées - 2^e lecture

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié notamment les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 10 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 16 décembre 2008;

Vu l'accord du membre du Collège en charge du budget;

Vu l'avis n° 45.879/4 du Conseil d'Etat donné le 18 février 2009, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. L'article 5, points 4 et 17 de l'arrêté du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Disposer de locaux respectant les normes architecturales prévues aux articles 21 à 31 du présent arrêté et assurer l'accessibilité des bâtiments en tenant compte des personnes handicapées accueillies ou hébergées. »

Dans le cadre de la procédure d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément, le Collège peut accorder, à la demande motivée du responsable de la gestion journalière, jointe au dossier d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément, après avis conforme de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif, des dérogations aux normes architecturales fixées par le présent arrêté.

« 17. se soumettre aux visites et aux contrôles coordonnés par l'administration et fournir à celle-ci tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle ».

Art. 3. L'article 6, points 6 et 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 6. une copie des actes relatifs à la nomination du délégué à la représentation et du délégué à la gestion journalière.

11. une copie du contrat en matière d'assurance « responsabilité civile » pour les membres de ce personnel, y compris pour les personnes bénévoles, ainsi que pour les personnes handicapées accueillies ou hébergées ».

Art. 4. L'article 10, § 3, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Si au cours de 2 années civiles, le taux d'occupation moyen des places de court séjour ou de répit n'atteint pas 60 %, le Collège peut, sur proposition de l'administration, diminuer ce nombre de places ».

Art. 5. L'article 19, point 12 du même arrêté est modifié comme suit :

« 12. dans les cas d'une prise en charge légère dans un lieu de vie autonome, cette modalité spécifique de prise en charge et les éléments du service lié à cette prise en charge particulière, octroyée à la personne handicapée par dérogation aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2 du présent arrêté.

Dans le cas d'une prise en charge de court séjour ou de répit, les points 3, 7, 8, 9 et 11 ne doivent pas être insérés. Un exemplaire de la convention est remis à chacune des parties. Un exemplaire du projet collectif et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur sont annexés à la convention ».

Art. 6. L'article 29, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les dispositions des articles 25, 26, 27 et 29, paragraphe 1^{er}, alinéa 4 et paragraphe 2 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux lieux de vie autonome du centre d'hébergement.

Les lieux de vie autonome sont situés en dehors des lieux d'hébergement destinés aux personnes handicapées pour lesquelles une prise en charge légère n'est pas mise en place, ainsi que de tout autre local destiné au centre d'hébergement.

Les locaux des lieux de vie autonome et les places réservées à une prise en charge légère en leur sein n'entrent pas en considération dans les calculs de nombre et de surface repris à l'article 29 du présent arrêté.

Par dérogation à l'article 29 du présent arrêté, les chambres des lieux de vie autonome ne peuvent accueillir qu'une personne ou un couple. Ceux-ci peuvent être accompagnés de leurs enfants en vue du maintien des liens familiaux.

Les lieux de vie autonome doivent être équipés d'une salle de bain ou d'une salle de douche avec eau froide et eau chaude. Ils doivent également être pourvus d'un WC se trouvant, soit dans une toilette, soit dans une salle de bain ou de douche.

Les lieux de vie autonome disposent d'un local ou d'un espace pouvant servir à la préparation des denrées alimentaires. Ce local doit disposer d'un évier équipé d'eau et permettre le branchement d'au moins trois appareils électroménagers et d'un appareil de cuisson.

Les cuisines, les salles de bain ou de douche et les toilettes doivent être ventilés de manière efficace, qu'il s'agisse de ventilation naturelle ou mécanique ».

Art. 7. L'article 38, § 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les normes d'encadrement pour le personnel médical tiennent compte de la capacité agréée et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée tels que précisés à l'article 33 du présent article. Les places réservées aux prises en charge légère ne génèrent aucune norme d'encadrement pour le personnel médical ».

Art. 8. L'article 38, § 2 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« § 2. La norme individuelle de court séjour ou de répit (NIR M) :

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil ou à l'hébergement de court séjour ou de répit, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservé à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Si au cours d'une année, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 80 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est réduite au prorata de ce taux d'occupation, sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2 du présent arrêté ».

Art. 9. L'article 39, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les résultats des grilles d'évaluation des personnes handicapées validés par l'équipe pluridisciplinaire font l'objet d'un enregistrement deux fois par an. Si à la date de ces enregistrements, il apparaît que des évaluations n'ont pas encore pu être validées pour certaines personnes handicapées, la somme des résultats existants est convertie proportionnellement au nombre de personnes accueillies ou hébergées dans le centre.

La modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes handicapées d'un centre est établie sur base du résultat présentant les besoins d'encadrement les plus favorables au centre. Dans les limites du budget disponible, elle entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du centre à partir du 1^{er} janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les augmentations de normes.

Si en application de l'article 10, § 3, et de l'article 12, la norme d'encadrement est revue à la hausse, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la notification, par l'administration, de la décision de révision.

Si en application de l'article 10, § 3, et de l'article 12, la norme d'encadrement est revue à la baisse, elle prend cours :

1. soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration;
2. soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration;
3. soit, à défaut, immédiatement ».

Art. 10. A l'article 45, le second alinéa du § 1^{er} est supprimé.

Art. 11. A l'article 45, § 2, 4e alinéa, les termes : « tout document concernant les vacances des travailleurs manuels » sont supprimés.

Art. 12. L'article 48, § 3, du même arrêté est modifié comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'alinéa 2 du paragraphe précédent, pour les places réservées au sein de la capacité agréée de base d'un centre à des prises en charge légères, la subvention annuelle pour frais généraux octroyée équivaut au forfait de séjour défini à la section 7 du présent chapitre ».

Art. 13. A l'article 50, § 3 et 4, le terme « ouvrier » est remplacé par le terme « technicien ».

Art. 14. L'article 55 du même arrêté est complété comme suit :

« Si, lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée en fonction des équivalents temps plein subventionnés la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.

On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été effectuées dans un centre, une entreprise ou un service agréé dans le cadre du décret du 04 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

Art. 15. L'article 57, § 2, du même arrêté est complété comme suit :

« En ce qui concerne les éventuels licenciements consécutifs à l'application des dispositions de l'article 71 du présent arrêté, la subvention prend en compte leur coût sans dépasser une durée de trois mois, sauf dérogation accordée par le Membre du Collège et justifiée par le respect de la législation sociale en matière de durée du préavis ».

Art. 16. L'article 57 du même arrêté est complété comme suit :

« § 3. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan Tandem » est attribuée sur le même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un trois - quart ou d'un temps plein à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem » :

- les frais liés au travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem »;
- les frais liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre de cette disposition;
- la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem ».

Art. 17. L'article 60, § 3, du même arrêté est modifié comme suit :

« § 3. La personne handicapée de 21 ans et plus bénéficie sur le montant obtenu au § 1^{er} d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens liés directement aux revenus pris en compte dans le cadre de la détermination de la contribution financière et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 €.

Art. 18. L'article 60, § 4, du même arrêté est modifié comme suit :

« § 4. Par dérogation aux articles 59 et 60, paragraphes 1^{er} à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en situation de répit s'établit à 5 € par demi-jour de prise en charge.

La personne handicapée âgée de moins de 21 ans obtient une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 €. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

La personne handicapée de 21 ans et plus bénéficie d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 € ».

Art. 19. L'article 62, § 3, 4 et 5 du même arrêté est modifié comme suit :

« § 3. Pour la personne handicapée non scolarisée à partir de 21 ans, le montant calculé au § 1^{er} est réduit au montant résultant de la différence entre les revenus mensuels et la somme d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'il se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens liés directement aux revenus pris en compte dans le cadre de la détermination de la contribution financière et des contributions financières dues en raison de son inscription dans un autre centre ou service agréé et subventionné par un pouvoir public dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées.

Une somme minimale de 146 € par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieur à 191 euros ».

« § 4. Par dérogation aux articles 61 et 62, paragraphes 1^{er} à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en prise en charge légère dans un lieu de vie autonome correspond à un forfait de séjour dont le montant est fixé par le centre et communiqué à l'administration comprenant le loyer et les charges locatives auquel s'ajoutent, s'il y a lieu, des frais personnalisés conformément à la convention personnalisée.

Ce forfait de séjour ne peut représenter plus de la moitié des revenus de la personne handicapée ».

« § 5. Par dérogation aux articles 61 et 62, paragraphes 1^{er} à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en situation de court séjour s'établit à 15 € par nuit de prise en charge. Ce montant est diminué de 3 € pour les personnes handicapées de moins de 21 ans.

La personne handicapée âgée de moins de 21 ans obtient une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 €. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

La personne handicapée de 21 ans et plus bénéficie d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 € ».

Art. 20. L'article 73 du même arrêté est modifié comme suit :

« Les dispositions des articles 17 à 20 ainsi que de l'annexe 1^{re} du présent arrêté s'appliquent à la personne handicapée prise en charge dans le cadre d'une convention prioritaire ».

Art. 21. L'article 74 du même arrêté est modifié comme suit :

« Le financement forfaitaire accordé à un centre dans le cadre d'une convention prioritaire a pour objet de couvrir les frais supplémentaires de toute nature liés à la prise en charge de la personne handicapée dont les coordonnées sont insérées dans la convention prioritaire.

Sur une base annuelle, ce financement équivaut pour une fréquentation à temps plein à maximum le coût moyen d'une place dans le centre concerné, fixé à la date de prise d'effet de la convention prioritaire et qui prend en compte l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté. Le financement est réduit par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

La contribution financière de la personne handicapée est déterminée en vertu des dispositions de la section 7 du chapitre 3 du présent arrêté. ».

Art. 22. Le 1^{er} alinéa du point 2.4. « Elaboration du projet individuel et évaluation » de l'annexe 1^{re} du même arrêté est complété comme suit :

« Modalités d'évaluation des compétences et des besoins (y compris ceux relatifs à la vie affective et sexuelle) de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie ».

Art. 23. L'annexe 2 du même arrêté est complétée comme suit :

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Sont déduites des dépenses admissibles :

— les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles sont octroyées pour couvrir précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur;

— les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant d'opérations d'appel de fonds privés, de vente de produits à l'extérieur du centre. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

— les charges relatives à l'organisation d'opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du centre. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

Art. 24. L'annexe 8 du même arrêté est modifiée comme suit :

« Annexe 8 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement

MODELE DE CONVENTION PRIORITAIRE

Convention relative à l'octroi d'une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire d'une personne handicapée

Entre

La Commission communautaire française

Rue des Palais 42

1030 Bruxelles

représentée par

ci-après dénommée la Commission,

et l'ASBL. « » pour le centre de jour ou le centre d'hébergement : « »

sis à Bruxelles,

représenté par :

ci-après dénommé le centre;

Vu le chapitre V de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La Commission accorde au centre à partir du; jusqu'au 31 décembre, une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire de la personne handicapée dont les coordonnées suivent :

Nom :

Adresse : à Bruxelles

N° SH :

Elle prend automatiquement fin au départ de la personne handicapée.

Art. 2

Les dispositions des articles 17 à 20 et de la section 7 du chapitre 3 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement s'appliquent à la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Art. 3

Les dispositions des articles 21 à 31 relatifs aux normes architecturales de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement s'appliquent au centre.

Art. 4

La subvention s'élève à ... € sur une base annuelle pour une fréquentation à temps plein.

Le financement est réduit de dixième en fonction du nombre de demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

Elle est allouée dans le cadre de l'article budgétaire..... du budget du Service bruxellois francophone des personnes handicapées pour l'année 20...

Art. 5

La subvention visée à l'article 4 est liquidée par avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée.

Art. 6

Elle est justifiée par des dépenses relatives aux frais généraux, aux frais liés à la personne handicapée et aux frais de personnel se rapportant à la prise en charge prioritaire de la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Art. 7

Un dossier justificatif relatif à ces dépenses doit parvenir à l'administration au plus tard le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est accordée. Il intègre la déduction des contributions financières perçues auprès de la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Ce dossier justificatif comprend :

1. le compte de résultats accompagné du rapport du réviseur,
2. le grand livre des charges et produits,
3. le(s) compte(s) individuel(s) des travailleurs affectés à cette prise en charge prioritaire.

Art. 8

Les dépenses admises au titre des frais généraux et des frais liés à la personne handicapée sont visées à l'annexe 2 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement.

Les dépenses admises au titre des frais de personnel sont visées à l'article 55 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement.

Art. 9

Si le contrôle du dossier justificatif laisse apparaître un montant justifié inférieur à la subvention octroyée, la différence sera récupérée selon les modalités définies par la Commission.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009 à l'exception des articles 11 et 13 qui produiront simultanément leurs effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif de l'arrêté du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio - professionnelle tel que modifié et de l'article 14 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Art. 26. Le Membre du Collège ayant la Politique d'Aide aux personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 2009.

Par le Collège :

Le Président du Collège,
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1565

[C - 2009/31217]

19 MAART 2009. — Besluit tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de betoelaging van de dag- en verblijfcentra voor personen met een handicap - 2e lezing

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de maatschappelijke en professionele integratie van personen met een handicap, zoals gewijzigd, meer bepaald artikelen 36, 37, 38, 64 en 70;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de betoelaging van de dag- en verblijfcentra voor personen met een handicap;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapte Personen » van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 10 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid belast met begroting;

Gelet op het advies nr. 45.879/4 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2009, in toepassing van artikel 84, 1e lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid Bijstand aan Gehandicapte personen;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 hiervan.

Art. 2. Artikel 5, punten 4 en 17 van het besluit van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de betoelaging van de dag- en verblijfcentra voor personen met een handicap wordt door volgende bepaling vervangen :

« 4. Beschikken over lokalen waarin de architecturale normen worden nageleefd zoals voorzien in artikelen 21 tot en met 31 van dit besluit en de toegang tot de gebouwen verzekeren, rekening houdend met de personen met een handicap die daar opgevangen worden of die daar verblijven.

In het kader van de erkenningsprocedure, de procedure van de hernieuwing van de erkenning of de wijziging van de erkenning, kan het College, op met redenen omkleed verzoek van de verantwoordelijk van het dagelijks beheer, dat samengaat met het erkenningsdossier, het dossier van hernieuwing van de erkenning of van wijziging van de erkenning, na gelijkkluidend advies van de Afdeling « Gehandicapte Personen » van de Adviserende raad, afwijkingen toestaan aan de architecturale normen die door dit besluit wordt vastgesteld.

17. zich onderwerpen aan bezoeken en aan controles die door de administratie worden gecoördineerd en deze elk verantwoordingsstuk overhandigen dat noodzakelijk is voor de uitoefening van haar controle ».

Art. 3. Artikel 6, punten 6 en 11 van hetzelfde besluit, wordt door volgende bepaling vervangen :

« 6. een kopie van de akten betreffende de benoeming van de afgevaardigde bij de vertegenwoordiging en van de afgevaardigde bij het dagelijks beheer.

11. een kopie van het contract in zake verzekering « burgerlijke aansprakelijkheid » voor de leden van dit personeel, ook voor de vrijwilligers, alsook voor de personen met een handicap die daar opgevangen worden of die daar verblijven ».

Art. 4. Artikel 10, § 3, laatste lid van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

« Indien in de loop van 2 kalenderjaren, de gemiddelde bezetting van de plaatsen voor kort verblijf of voor respijt geen 60 % bedraagt, dan kan het College, op voorstel van de administratie, dit aantal plaatsen herleiden ».

Art. 5. Artikel 19, punt 12 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« 12. in de gevallen van lichte zorg in een plaats van zelfstandig leven, deze specifieke modaliteit van zorg en de dienst in verband met deze bijzondere zorg, toegekend aan de persoon met een handicap bij afwijking van de bepalingen van artikel 3, 2de paragraaf van dit besluit.

In het geval van een zorg voor kort verblijf of respijt, dienen de punten 3, 7, 8, 9 en 11 niet te worden ingevoegd.

Een exemplaar van de overeenkomst wordt aan elk van de partijen overhandigd. Een exemplaar van het collectieve project en een exemplaar van het reglement van orde worden aan de overeenkomst toegevoegd ».

Art. 6. Artikel 29, § 3 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

« § 3. De bepalingen van artikelen 25, 26, 27 en 29, 1e paragraaf, 4de lid en paragraaf 2 van dit besluit zijn niet van toepassing op de plaatsen van zelfstandig leven van het verblijfcentrum.

De plaatsen van zelfstandig leven zijn gelegen buiten de plaatsen van verblijf die bestemd zijn voor personen met een handicap voor wie er geen lichte zorg wordt ingesteld, evenals buiten elk lokaal dat voor het verblijfcentrum is bestemd.

De lokalen van de plaatsen van zelfstandig leven en de voorbehouden plaatsen voor een lichte zorg daarbinnen worden niet in overweging genomen in de berekeningen van het aantal en de oppervlakte vermeld in artikel 29 van dit besluit.

Bij afwijking van artikel 29 van dit besluit, kunnen de kamers van de plaatsen van zelfstandig leven slechts één persoon of een koppel opvangen. Deze kunnen vergezeld zijn van hun kinderen met het oog op het bewaren van gezinsbanden.

De plaatsen van zelfstandig leven dienen uitgerust te zijn met een badkamer of een douchekamer met koud en warm water. Ze moeten ook uitgerust zijn met toiletten, afzonderlijk of in de bad- of douchekamer.

De plaatsen van zelfstandig leven zijn voorzien van een lokaal of een ruimte waar voedingswaren bereid kunnen worden. In dit lokaal dient een gootsteen met water aanwezig te zijn en stopcontacten voor ten minste drie huishoudelijke apparaten en een kookuitrusting.

De keukens, badkamers, douchekamers en toiletten moeten doeltreffend geventileerd zijn, met een natuurlijke of mechanische ventilatie ».

Art. 7. Artikel 38, § 1 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling vervangen :

« § 1. In de omkaderingsnormen voor het medisch personeel wordt er rekening gehouden met de erkende capaciteit en met de specifieke omkaderingsbehoeften van elke persoon met een handicap, zoals gepreciseerd in artikel 33 van dit artikel. De plaatsen die voorbehouden zijn aan de lichte zorg veroorzaken geen enkele omkaderingsnorm voor het medisch personeel ».

Art. 8. Artikel 38, § 2 van hetzelfde besluit wordt door volgende bepaling aangevuld :

« § 2 : De individuele norm van kort verblijf of respijt (NIR M) :

Volgens het aantal plaatsen die aan opvang of verblijf voor kort verblijf of respijt zijn voorbehouden, wordt de omkaderingsnorm die aldus wordt berekend verhoudingsgewijs aangevuld op basis van de verhouding tussen de erkende basiscapaciteit en het aantal bijkomende plaatsen die voorbehouden zijn aan een dergelijke zorg en de erkende basiscapaciteit.

Indien de gemiddelde bezettingsgraad in de loop van een jaar van deze plaatsen geen 80 % bedraagt, dan wordt de nieuwe omkaderingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum het jaar daarop herleid in verhouding tot deze bezettingsgraad, zonder dat deze bepaling samengenomen kan worden met de toepassing van artikel 10, § 3, 2e lid van dit besluit ».

Art. 9. Artikel 39, § 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De resultaten van de evaluatierooster van de personen met een handicap, bekrachtigd door het multidisciplinaire team maken tweemaal per jaar het voorwerp uit van een registratie. Indien op de datum van de registratie blijkt dat evaluaties voor bepaalde personen met een handicap nog niet konden worden bekrachtigd, dan wordt de som van de bestaande resultaten verhoudingsgewijs omgezet volgens het aantal personen die in het centrum worden opgevangen of die er verblijven.

De wijziging van de specifieke omkaderingsbehoeften van de personen met een handicap in een centrum wordt opgesteld op basis van het resultaat dat de meest gunstige omkaderingsbehoeften voor het centrum vertoont. Binnen de perken van het beschikbare budget, brengt deze wijziging de herziening met zich mee van de omkaderingsnormen in kwestie van het centrum vanaf 1 januari van het jaar daarop. Hiertoe kan er een verminderend coëfficiënt op de verhoging van de normen worden toegepast.

Indien, in toepassing van artikel 10, § 3 en van artikel 12, de omkaderingsnorm à la hausse wordt herzien, dan wordt deze norm van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de betekening, door de administratie, van de herzieningsbeslissing.

Indien, in toepassing van artikel 10, § 3 en van artikel 12, de omkaderingsnorm à la baisse wordt herzien, dan wordt deze norm van kracht :

1. ofwel de eerste dag volgend op het einde van de voorafgaande kennisgeving van de werknemer in kwestie. Deze voorafgaande kennisgeving wordt gegeven in de loop van de maand volgend op die van de betekening van de beslissing van herziening door de administratie;

2. ofwel de dag waarop het aanhangsel aan het arbeidscontract van de werknemers in kwestie van kracht wordt. Dit aanhangsel wordt medegedeeld in de loop van de maand volgend op de maand van de betekening van de beslissing van herziening door de administratie;

3. of, bij gebrek, onmiddellijk ».

Art. 10. In artikel 45 wordt de tweede alinea van § 1 geschrapt.

Art. 11. In artikel 45, § 2, 4de alinea worden de woorden : « elk document betreffende het vakantieverlof van de handarbeiders » geschrapt.

Art. 12. Artikel 48, § 3 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 3. Bij afwijking van alinea 2 van de vorige paragraaf, staat, voor de plaatsen die binnen de erkende capaciteit van een centrum voor lichte zorg zijn voorbehouden, de jaarlijkse toegekende toelage voor algemene onkosten gelijk met een verblijfsforfait zoals bepaald in afdeling 7 van dit hoofdstuk ».

Art. 13. In artikel 50, § 3 en 4, wordt het woord « werkmán » vervangen door technicus'.

Art. 14. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Indien bij de aanwerving van een nieuwe medewerker binnen het psychologische, educatieve, re-educatieve en sociale team, de gemiddelde anciënniteit van dit team binnen het centrum, die bepaald wordt volgens de betoelaagde voltijdsequivalenten de dag vóór de aanwerving van deze nieuwe medewerker, hoger is dan 10 jaar, dan heeft de toelage voor personeelskosten van deze persoon een grenslijm die gelijkstaat met de kosten die overeenstemmen met die voor een werknemer die een maximum van 5 jaar anciënniteit heeft. Indien de nieuwe medewerker een functie uitoefent van hoofd opvoeder, opvoeder groepshoofd of licentiaat in psychologie, dan heeft de toelage voor personeelskosten een grenslijm die gelijkstaat met de kosten die overeenstemmen met die voor een werknemer die een maximum van 10 jaar anciënniteit heeft.

Onder « nieuwe medewerker » wordt een persoon verstaan van wie de prestaties in het kader van zijn vorig arbeidscontract niet in centrum, onderneming of dienst werden uitgevoerd zoals erkend in het decreet van 4 maart 1999 betreffende de maatschappelijke en professionele integratie van personen met een handicap ».

Art. 15. Artikel 57, § 2 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Wat de eventuele ontslagen betreft ingevolge de toepassing van de bepalingen van artikel 71 van dit besluit, wordt er in de toelage rekening gehouden met hun kosten zonder een duur van drie maanden te overschrijden, behalve bij afwijking toegestaan door het Collegelid en verantwoord door de naleving van de sociale wetgeving op het vlak van duur van de opzegtermijn ».

Art. 16. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« § 3. : De toelage voor personeelskosten van een werknemer die ontvanger is van een inrichtingsmaatregel voor het einde van een beroepsloopbaan die « Tandemplan » wordt genoemd, wordt toegekend over hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij presteerde voordat hij zijn prestaties tot halftijdse prestaties herleidde.

Het bezoldigde prestatievolume van een werknemer die aangeworven wordt om een werknemer te vervangen die zijn prestaties van een driekwartijdse of een voltijdse prestatie tot een halftijdse prestatie herleidt, wordt niet in aanmerking genomen.

Worden als toelaatbare uitgaven beschouwd van de toelage voor personeelskosten van een werknemer die ontvanger is van een inrichtingsmaatregel voor het einde van een beroepsloopbaan die « Tandemplan » wordt genoemd :

— de kosten in verband met een werknemer die ontvanger is van een inrichtingsmaatregel voor het einde van een beroepsloopbaan die Tandemplan wordt genoemd;

— de kosten in verband met een werknemer die aangeworven wordt om de werknemer te vervangen die zijn prestaties tot een halftijdse prestatie herleidt in het kader van deze bepaling;

— de bijdrage gestort aan het maatschappelijk fonds Old Timer', in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst zoals deze afgesloten werd binnen de paritaire Commissie 319.02 tot instelling van bepalingen omtrent de inrichting van het einde van de beroepsloopbaan die « Tandemplan » wordt genoemd ».

Art. 17. Artikel 60, § 3, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 3. De persoon met een handicap vanaf 21 jaar verkrijgt op het bedrag verkregen bij § 1 een korting van 50 % indien zijn maandelijks inkomens lager zijn dan 750 euro, na aftrekking van een eventuele alimentatie, medische, paramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd gedurende een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap binnen het centrum, van kosten van beheerders van goederen in direct verband met het inkomen dat in beschouwing wordt genomen in het kader van de bepaling van de financiële bijdrage en de huren of terugbetalingen van hypotheekleningen ».

Art. 18. Artikel 60, § 4, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 4. Bij afwijking aan de artikelen 59 en 60, paragrafen 1 tot en met 3 van dit besluit, wordt de financiële bijdrage van de personen met een handicap in respijtsituatie vastgesteld op 5 euro per halve dag verzorging.

De persoon met een handicap die jonger is dan 21 jaar verkrijgt een korting van 50 % gedurende een jaar indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin verminderd met de vrijgestelde quotiteiten en verhoogt met een eventueel belastbaar inkomen dat afzonderlijk vermeld is op het aanslagbiljet van zijn familie betreffende het op twee na laatste jaar lager is dan 9.000 euro. De persoon met een handicap heeft geen recht op een vermindering indien de titularis van de inkomens die in overweging wordt genomen eigenaar is van onroerende goederen die anders zijn dan die welke als persoonlijke woning worden gebruikt of van elk ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt.

De persoon met een handicap vanaf 21 jaar verkrijgt een korting van 50 % indien zijn maandelijks inkomens lager zijn dan 750 euro, na aftrekking van een eventuele alimentatie, medische, paramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd in een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap binnen het centrum, van kosten van beheerders van goederen en de huren of terugbetalingen van hypotheekleningen ».

Art. 19. Artikel 62, § 3, 4 en 5 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 3. Voor de niet schoolgaande persoon met een handicap vanaf 21 jaar, wordt het in § 1. berekende bedrag verminderd tot het bedrag dat het verschil uitmaakt tussen de maandelijkse inkomens en het bedrag van een eventuele alimentatie, medische, pramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd in een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap binnen het centrum, van kosten van beheerders van goederen in direct verband met inkomens die in beschouwing wordt genomen in het kader van de bepaling van de financiële bijdrage en de financiële bijdragen die verschuldigd zijn vanwege zijn inschrijving in een ander erkend centrum of erkende dienst en betoelaagd door een overheid in het kader van bijstand aan gehandicapte personen.

Een minimaal bedrag van 146 euro per maand blijft ter beschikking van de persoon met een handicap. Voor de werknemers, wordt dit bedrag gebracht op een derde van het netto maandsalaris maar mag niet lager zijn dan 191 euro ».

« § 4. Bij afwijking van artikelen 61 en 62, paragrafen 1 tot en met 3 van dit besluit, stemt de financiële bijdrage van personen met een handicap die een lichte verzorging genieten in een plaats van zelfstandig leven overeen met een verblijfsforfait waarvan het bedrag vastgesteld is door het centrum en aan de administratie wordt medegegeeld, en waarin de huur en de huurlasten zijn opgenomen, desgevallend verhoogd door gepersonaliseerde kosten overeenkomstig de gepersonaliseerde overeenkomst.

Dit verblijfsforfait mag niet meer bedragen dan de helft van de inkomens van de persoon met een handicap ».

« § 5. Bij afwijking aan artikelen 61 en 62, paragrafen 1 tot en met 3 van dit besluit, wordt de financiële bijdrage van personen met een handicap in een situatie van kort verblijf vastgesteld op 15 euro per nacht van verzorging. Dit bedrag wordt met 3 euro verminderd voor personen met een handicap die minder dan 21 jaar oud zijn.

De persoon met een handicap die minder dan 21 jaar oud is verkrijgt een korting van 50 % gedurende een jaar indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin verminderd met de vrijgestelde quotiteiten en verhoogd met een eventueel belastbaar inkomen dat afzonderlijk in het aanslagbiljet van zijn gezin wordt vermeld betreffende het op twee jaar na laatste jaar lager is dan 9.000 euro. De persoon met een handicap heeft geen recht op korting indien de houder van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van andere onroerende goederen dan die welke als persoonlijke woning worden benut of van welk ander onroerend goed dat voor professionele doeleinden wordt gebruikt.

De persoon met een handicap vanaf 21 jaar verkrijgt een korting van 50 % indien zijn maandelijkse inkomens lager zijn dan 750 euro, na aftrekking van eventuele alimentatie, medische, paramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd in een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap binnen het centrum, van kosten van beheerders van goederen en de huren of terugbetalingen van hypotheekleningen ».

Art. 20. Artikel 73 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De bepalingen van artikelen 17 tot en met 20 evenals van bijvoegsel 1 van dit besluit zijn van toepassing op de persoon met een handicap die verzorgd wordt in het kader van een prioritaire overeenkomst ».

Art. 21. Artikel 74 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De forfaitaire financiering die aan een centrum wordt toegekend in het kader van een prioritaire overeenkomst heeft tot doel de bijkomende kosten van alle aard te dekken in verband met de zorg voor de persoon met een handicap van wie de gegevens opgenomen zijn in de prioritaire overeenkomst.

Op jaarbasis komt deze financiering overeen, voor een voltijds bezoek, met maximum de gemiddelde kostprijs van een plaats in het centrum in kwestie vastgesteld op de datum van de inwerkingtreding van de prioritaire overeenkomst en waarbij rekening wordt gehouden met de evolutie van het aangeworven personeel in termen van aantal, kwalificatie, barema en anciënniteit. De financiering wordt per tienden verminderd in verhouding tot de halve dagen van afwezigheid die in de gepersonaliseerde overeenkomst zijn voorzien.

De financiële bijdrage van de gehandicapte persoon wordt bepaald krachtens de bepalingen van afdeling 7 van hoofdstuk 3 van dit besluit ».

Art. 22. De 1e alinea van punt 2.4. « Opstelling van het individueel project en evaluatie » van bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Modaliteiten voor de evaluatie van de bevoegdheden en de behoeften (ook die welke betrekking hebben op het gevoelsleven en het sexleven) van elke persoon met een handicap, rekening houdend met zijn levensproject ».

Art. 23. Bijvoegsel 2 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« De terugvorderingen van de kosten worden afgetrokken van de lasten van overeenstemmende aard.

Worden afgetrokken van de aanvaardbare uitgaven :

— de toelagen die van de overheid werden verkregen wanneer ze toegekend worden om dezelfde lasten te dekken als die welke in aanmerking worden genomen volgens de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de bedragen toegekend in het kader van een educatieverlof en tegemoetkomingen met het oog op het compenseren van het rendementverlies van de werknemer;

— de verschillende terugvorderingen van kosten, met uitzondering van de privéschenkingen, opbrengsten afkomstig van handelingen van beroep op privéfondsen, verkoop van producten buiten het centrum. Deze uitzonderingen worden in overweging genomen indien de producten in kwestie in de boeken opgenomen worden in afzonderlijke rekeningen of subrekeningen en tegelijk de lasten in verband met deze handelingen ook afzonderlijk worden opgetekend;

— de lasten met betrekking tot de organisatie van handelingen van beroep op privéfondsen, verkoop van producten buiten het centrum. Deze dienen in de boeken te worden opgenomen met aparte vermelding van al deze soort lasten, zoals de opbrengsten verkregen ingevolge de organisatie van elk van deze handelingen.

Art. 24. Bijvoegsel 8 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Bijvoegsel 8 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra

MODEL VAN PRIORITAIRE OVEREENKOMST

**Overeenkomst betreffende de toekenning van een bijkomende toelage
verantwoord door de prioritaire zorg voor een persoon met een handicap**

Tussen

de Franse Gemeenschapscommissie

Paleizenstraat 42

1030 Brussel

vertegenwoordigd door

hierna de « Commissie » genoemd,

en de VZW « « voor het dagcentrum of het verblijfcentrum : « «

te Brussel

vertegenwoordigd door :

hierna het « Centrum » genoemd;

Gelet op hoofdstuk V van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de toelagen van de dagcentra en de verblijfcentra,

Wordt het volgende overeengekomen :

Artikel 1

De Commissie verleent aan het Centrum vanaf tot 31 december een bijkomende toelage verantwoord door de prioritaire zorg voor een persoon met een handicap, van wie de gegevens als volgt luiden :

Naam :

Adres : te Brussel

Nr. SH :

Deze overeenkomst loopt automatisch af bij het vertrek van de persoon met een handicap.

Art. 2

De bepalingen van de artikelen 17 tot en met 20 van de afdeling 7 van hoofdstuk 3 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de toelagen aan dagcentra en verblijfcentra zijn van toepassing op de persoon met een handicap bedoeld in artikel 1.

Art. 3

De bepalingen van de artikelen 21 tot en met 31 betreffende de architecturale normen van het besluit van het College van 21 september betreffende de erkenning en de toelagen aan de dagcentra en aan de verblijfcentra zijn van toepassing op het Centrum.

Art. 4

De toelage bedraagt... euro op jaarbasis voor een voltijds bezoek.

De financiering wordt verminderd met ... tienden volgens het aantal halve dagen afwezigheid voorzien in de gepersonaliseerde overeenkomst.

De toelage wordt toegekend in het kader van het begrotingsartikel ... van de begroting van de « Service bruxellois francophone des personnes handicapées » voor het jaar 20...

Art. 5

De toelage bedoeld in artikel 4 wordt uitbetaald via maandelijkse voorschotten uiterlijk de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor de toelage wordt toegekend.

Art. 6

De toelage wordt verantwoord door de uitgaven met betrekking tot de algemene kosten, de kosten in verband met de persoon met een handicap en de personeelskosten die betrekking hebben op de prioritaire verzorging van de persoon met een handicap zoals bedoeld in artikel 1.

Art. 7

Een verantwoordingsdossier betreffende deze kosten dient uiterlijk op 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de toelage wordt toegekend bij de administratie te worden ingediend. Hierin is de aftrekking van de bij de persoon met een handicap bedoeld in artikel 1 geïnde financiële bijdragen opgenomen.

Dit verantwoordingsdossier omvat :

1. de resultaatrekening samen met het verslag van de revisor
2. het grote boek van lasten en opbrengsten
3. de individuele rekening(en) van de werknemers die instaan voor de prioritaire zorg.

Art. 8

De aanvaarde uitgaven als algemene onkosten en kosten met betrekking tot de persoon met een handicap worden bedoeld in bijvoegsel 2 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfcentra.

De aanvaarde uitgaven als personeelskosten worden bedoeld in artikel 55 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfcentra.

Art. 9

Indien de controle van het verantwoordingsdossier een verantwoord bedrag vertoont dat lager is dan de toegekende toelage, dan wordt het verschil teruggevorderd volgens de modaliteiten die door de Commissie worden gedefinieerd.

Art. 25. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 2009 met uitzondering van de artikelen 11 en 13 die gelijktijdig van kracht worden op de datum van het van kracht worden van het wijzigende besluit van het besluit van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 12 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wetgevingen betreffende de toelagen die in de sector van het gezondheidsbeleid en het beleid van bijstand aan personen worden toegekend en betreffende de wijziging van verschillende toepassingsbesluiten betreffende de sectoren van bijstand aan personen, gezondheid, personen met een handicap en de sociaal-professionele inschakeling zoals gewijzigd en artikel 14 dat op 1 juli 2009 van kracht wordt.

Art. 26. Het Collegelid dat bevoegd is voor het Beleid Bijstand aan personen met een handicap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 2009.

Namens het College :

De Voorzitter van het College,
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met het beleid Bijstand aan Personen met een Handicap,
Mevr. E. HUYTEBROECK

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00205]

Conseil d'Etat

Nomination d'un assesseur à la section de législation

Par arrêté royal du 14 avril 2009, Mme Viviane Vannes, chargée de cours à la Faculté de droit de l'ULB et avocate au barreau de Bruxelles comme activité accessoire, est nommée assesseur à la section de législation du Conseil d'Etat pour un terme de cinq ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00205]

Raad van State

Benoeming van een assessor bij de afdeling wetgeving

Bij koninklijk besluit van 14 april 2009 wordt Mevr. Viviane Vannes, docent aan de Faculteit rechten van de ULB en avocate bij de balie van Brussel als nevenactiviteit, tot assessor bij de afdeling wetgeving van de Raad van State benoemd voor een termijn van vijf jaar.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00254]

Conseil d'Etat. — Nomination d'un Conseiller d'Etat

Par arrêté royal du 14 avril 2009, M. Luc Detroux, premier auditeur au Conseil d'Etat, est nommé Conseiller d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00254]

Raad van State. — Benoeming van een Staatsraad

Bij koninklijk besluit van 14 april 2009 wordt de heer Luc Detroux, eerste auditeur in de Raad van State, tot Staatsraad benoemd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00236]

Conseil d'Etat

Nomination d'un premier référendaire-chef de section

Par arrêté royal du 14 avril 2009, M. Philippe Brouwers, premier référendaire, est nommé au mandat adjoint de premier référendaire chef de section au Conseil d'Etat pour un premier terme de trois ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00236]

Raad van State

Benoeming tot eerste referendaris-afdelingshoofd

Bij koninklijk besluit van 14 april 2009 wordt de heer Philippe Brouwers, eerste referendaris, voor een eerste termijn van drie jaar, in het adjunct mandaat van eerste referendaris-afdelingshoofd bij de Raad van State benoemd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00237]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Dégation

Par arrêté royal du 14 avril 2009, M. Eric Thibaut, premier auditeur au Conseil d'Etat, est autorisé à dispenser, durant le deuxième trimestre de l'année 2009, à l'Institut de Formation de l'Administration fédérale, les cours de droit administratif (18 heures) et de technique législative (42 heures), soit d'une durée totale de soixante heures.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00237]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Afwijking

Bij koninklijk besluit van 14 april 2009 wordt de heer Eric Thibaut, eerste auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om tijdens het tweede trimester van het jaar 2009 aan het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid een cursus in administratief recht (18 uur) en wetgevings-techniek (42 uur) te doceren voor een totale duur van zestig uur.